

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
21 juin 2007
N° 1984
1,22 €

En attendant la Navarre



Où est la rupture ?

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Le rideau est tombé

La fallu deux tours de la présidentielle et deux tours des législatives pour finalement reconduire pour cinq ans nos trois députés du Pays Basque, Alliot-Marie, Grenet et Lassalle. Entre temps, le débat a été chaud, chargé de bouleversements et aujourd'hui de réglemens de compte. Nous ne reprendrons pas ici l'analyse de cette longue séquence électorale aboutissant au triomphe de Sarkozy, quelque peu atténué au second tour des législatives, par une remontée socialiste et la défaite emblématique d'Alain Juppé. Quels enseignements retenir, en revanche, du débat public en Iparralde? D'abord l'effondrement de notre prétendue vocation centriste qui hante encore une frange de l'abertzalisme. Le temps du magistère démocrate chrétien de Jean Errecart, au sortir de la guerre, prolongé par le charisme basque de Michel Labéguerie en Pays Basque intérieur, est révolu. Depuis trente ans la frange basquiste de nos élus locaux s'est raccrochée à l'espérance d'un retour à cette sociologie centriste que le gaullisme aurait provisoirement submergé. Les tentatives de structuration de ce secteur n'ont pas manqué. Andde Luberriaga en fut un actif fédérateur conforté par l'apparition, au sortir du franquisme, de l'autonomie d'Euskadi. Il a poussé très loin le flirt de «Goizargi» avec le PNV et les lehendakari successifs multipliant rencontres et visites réciproques de part et d'autre de la Bidassoa. Ceci n'était pas sans mérite dans un Iparralde alors complètement hermétique à son ouverture au Sud. Mais hélas, pas un notable de ce courant n'a réellement franchi le pas politique vers les abertzale, comme l'avait fait, à la naissance d'Enbata en 1963, Jean Etcheverry-Ainchart. Ce phénomène politico-culturel perdure encore dans le cadre d'«Elgar-ensemble». Ce sont toujours des compagnons de route sur les initiatives portées par les abertzale tels le département Pays Basque, l'ikastola, Laborantza Ganbara, Herrikoa... mais très rares sont ceux qui passent le Rubicon.

Ces dernières législatives ont illustré la faiblesse, pour ne pas dire l'absence, de cette famille politique. Eusko Alkartasuna puis le PNV à son arrivée en Iparralde ont cru trouver dans ce centrisme basque la base politico-sociale susceptible de les enrainer. Partis de gouvernements au Sud, ils pensaient réconcilier cette famille «euskaldun-fededun» avec l'abertzalisme jugé trop à gauche pour être séduisant. A ce jour, ils demeurent encore des partis des militants comme les autres. Faute de cette osmose, le PNV a soutenu un centrisme hexagonal, en rupture avec l'hégémonie UMP. La fulgurance du parcours présidentiel de Bayrou a pu faire croire à un avenir politique de cette voix. Les résultats législatifs ne sont guère à la hauteur des espérances et le pacte passé a manima par le PNV n'influera guère sur notre

devenir. Curieusement, c'est Jean Lassalle, le seul Modem auquel le PNV n'appelait pas à voter, qui emporte la victoire dans la circonscription, contre-nature, basco-béarnaise avec l'engagement d'un moratoire sur la transnavarraise et le soutien au référendum Batera.

Second enseignement de ces élections en Pays Basque: l'utile présence d'un vote abertzale en progression. Nécessaire, le vote abertzale est lui seul porteur de la dimension nationale du peuple basque et de ses valeurs de civilisation. Seul ce vote contraint le débat public à la prise en compte de l'euskara, de l'unité territoriale du Zazpiak Bat et de son droit à la souveraineté. Ce corps de doctrine n'empêche nullement de savoir faire de la politique en parlant aux gens, de leurs soucis quotidiens: transport, logement, santé, enseignement, organisation de la cité. Et ici comme ailleurs, plus vous pesez, plus vous influez sur le cours des choses. C'est en quoi le relatif bon résultat des abertzale le 10 juin a été perçu par les médias et l'opinion comme une réalité désormais incontournable.

C'est Daniel Poulou qui déclare à Sud Ouest «prendre en compte le très bon score du candidat abertzale qui avait clairement appelé à voter pour Madame Alaux». C'est donc aussi reconnaître l'influence des abertzale sur la suite du scrutin même lorsqu'ils n'y sont plus présents. Au-delà de sa seule présence, peser toujours sur le cours des choses c'est pour Abertzaleen Batasuna faire de la politique en utilisant sa représentativité électorale pour enfoncer un coin entre socialistes «pro-basques» et jacobins. Ici en effet on appelle à voter Alaux-Ecenaro pour leur action à Batera, leur soutien à Laborantza Ganbara, une présence au parlement de Strasbourg lors du débat sur le conflit basque; là, pas une voix à l'antibasque Espilondo. L'élu socialiste d'Anglet, interrogé par le Journal du Pays Basque sur une éventuelle ouverture vers les abertzale qui lui aurait permis d'atteindre la barre des 50%, répond «la politique ne se fait pas par des additions mais par des convictions» remarquant qu'il fait l'objet d'une «diabolisation» de la part des abertzale. Déjà le premier secrétaire fédéral du PS, Pierre Chérel, conclut «Jean Espilondo a probablement vécu sa dernière campagne».

Reste que le score abertzale n'est pas au niveau de notre impact sur la société basque. Contrairement aux partis français, véritables machines électorales ayant pour objectif la conquête des divers pouvoirs, les militants abertzale consacrent le plus clair de leur temps à construire des écoles, des institutions agricoles, des structures pour la création d'emplois, des associations culturelles... Comment organiser l'adéquation entre cette contre-société et sa traduction politique, là est notre vrai défi.

Ikusi eta Ikasi...

HORI zion Delirium Tremens-en kantuak. Gainera «...eta ondo entzun!»-ekin jarraitzen zuen. Udako Euskal Unibertsitatearen ikastoaroak gutti barne hastear direnez «Entzun, ikus eta ikasteko» paradén ez galtzeari buruz arizanen gira hemen.

Azken «ikasturtean» Iparraldean gaindi Euskal Herriaren geroa eta orokorgiago edozoin jendarteren geroa hunkitzen dituzten gaiei buruz gogoetak egiteko paradak ez dira eskas izan. CADE-en bilkuretan, edo Alerte OGM kolektiboaren okupazio edo hitzaldietan, «Askatasun Oihua» Topaketan edo erregularrak bilakatuak diren Manu Robles-Arangiz Fundazioaren hitzaldi eta formakuntzetan, besteak beste.

Ikasketa eta formakuntza momento horiek, egunereko errutinatarik ateratzeko onak dira eta guttitan entzuten diren ideia batzu ezagutzeko edo berriz entzuteko okasione bikainak ere.

Ainitzetan entzuten da «Gero eta fiteago eta gero eta hurrunago» joan behar dela (garraioen munduan adibidez). Eta guttitan pentsatzen da zer ondorio den ingurumen mailan.

Horretarako en egiten du, Albert Jacquard-en «J'accuse l'économie triomphante» liburuaren aurkezpen saio publiko batean zombait gogoeta ezberdinen entzutea duela gutti hilabete. Besteak beste jendarteren helburua nehoren baztertzea izan behar lukeela ent-

zutea! Ez baztertze horren arabera beharko liratekela hautu guziaz egin. Gainera jendarteren onerako diren ontasanak kudeatzeko gaitasuna jendarreak behar lukela ukan. Hori guzia, beti begi bixtan ukanez «oinatz ekologikoa», hots, pertsona edo talde batek bizitzeko behar duen lur-azaleraren kalkulua (kontsumitzen dituen baliabide natural eta energetikoetan, eta sortzen dituen hondakinetan oinarrituta egiten dena).

Beste karia batetara, ondoko gogoetak ere entzuten ahal ziren. Nahieren baikortasunari gogoeten erralismo eta ezezkortasuna uzartzea on zela. Bai segurki, on da bizi publikoa kudeatzen duten alderdien hautatzeko unean herritar bezala bozarekin hautu pertsonalaren egitea. Baina benetako pisua ukaiteko, ez dea hobe ia 5 urtero «programa» bati «amen» errraitiko ordez, alderdi kide izanez programaren definizioan parte hartzea?

Aipatuak, entzun, ikus eta ikasteko antoalatuak izan diren zernahi mintzaldiren lekukotasun xume batzu dira bakarrik. UEUrekin, Uda hontan hasiz, ez ditzagun gal urte osoan agertuko zaizkigun parada ezin hobek!

Azkenik, ekaina bukaeran girenez, azpimarra dezagun, aurten ere, Idauze Mendin, Euskal Herria Zuzenean Festibalak entzun, sendi, ikusi eta ikasteko momento goxo bezain onak eskainiko dizkigula!

... que, dans la cité de Baños de Ebro, dans la province d'Alava, trois cousins se soient présentés les uns contre les autres au poste de maire, l'un PP, l'autre PNV et c'est le troisième, PSOE, qui a gagné. On les croyait cousins germains... ce sont des parents très éloignés!

... qu'au premier coup de sifflet de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille et leader de l'UMP, Jean-Pierre Mariné, candidat UMP en Béarn et ancien président de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, prié de libérer la place afin de ne pas gêner la réélection de Bayrou, obtempère sans mot dire. Qu'est-ce que les paysans devaient être bien défendus avec une telle carapette!

... et réjouit que le reflux du tsunami bleu du 2^{ème} tour des législatives emporte Juppé, Carignon et Melick, tous condamnés par la Justice. Prélude à la prochaine séquence Chirac, que le Premier ministre Fillon vient de qualifier de «justiciable comme les autres»?

... et réjouit que dans le camp de ceux qui condamnent, les juges anti-terroristes Bruguière et Marsaud aient mordu la poussière du suffrage universel. Le verdict électoral qui est tombé leur a évité la prison dorée de l'Assemblée nationale!

... et réjouit que le suffrage universel ait gentiment mis hors-jeu les anti-identitaires primaires J.P. Chevènement et Emile Zuccarelli. Si la Charte européenne des langues régionales n'en reste pas moins anticonstitutionnelle, elle compensera deux procureurs de moins. A force d'être obsédé par les minorités, ils sont entrés au club!

... que le 7 juin, lors du G8 à Heiligendamm (Allemagne), revenant, en retard, d'une rencontre avec Vladimir Poutine, Nicolas Sarkozy se soit présenté, pour sa première conférence de presse, agité, plutôt essoufflé et un peu confus, parfois hoquetant et tentant de contenir le fou-rire. Le commentateur de la TV publique belge a eu cette réflexion: «Apparemment, il n'avait pas bu que de l'eau». Serait-ce l'ivresse du pouvoir?

... que Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU et ex-président autrichien, mort le 14 juin, ait présenté, dans son testament, ses profonds regrets sur son passé nazi occulté. Pas-seport pour le purgatoire?

Dernière étude du Conseil de développement

Le mois dernier, je vous développais l'analyse du cabinet commandité par le Conseil de développement, «atouts/faiblesses» et «opportunités/menaces» pour le secteur agroalimentaire du Pays Basque, il est temps de conclure, par les axes stratégiques et préconisations pour ce secteur. Sont indiqués. Sur les existantes structurées et éta-



bliés telles que ossau iraty (fromage de brebis), irouléguy (vin), porc basque, piment d'Espelette, ibaiona (jambon), bio, produits fermiers (idoki).

1- Le soutien aux filières

Mais, aussi, de structurer des émergentes, nombreuses, telles que: truite du Pays Basque, piment doux, cerise d'Ixassou.

Par exemple, sur la pêche: étudier les éventualités de diversification du secteur notamment dans le domaine de l'aquaculture, encourager «l'aval»: les entreprises de transformation, et le développement d'une petite industrie de transformation des produits de la pêche autour de Donibane (dans ce contexte, nous avons lu avec plaisir dans la presse que les établissements de réparation navale des frères Ordoquy allaient continuer; la CCI, concessionnaire du port, est engagée depuis longtemps dans cette revitalisation: chais, criée, etc...)

Dans la filière viande: fixer la valeur ajoutée sur le territoire (stratégie d'engraissement), structurer les circuits de consommation locale (restauration collective, vente directe,...), faciliter les transmissions d'entreprises familiales et l'installation des repreneurs, constituer un répertoire identifiant les savoir faire «les recettes et les produits typiques», mais aussi pour «l'aval», maintenir les abattoirs existants (par exemple Mauleon...)

Dans la filière lait de brebis: encourager le développement de la production dans un contexte de gestion de la pénurie en maintenant un niveau d'installation élevé, encourageant l'emploi salarié et le groupement d'employeurs, contrôlant les outils de la filière (génétique) pour permettre le renforcement de la caractérisation et de la production.

2- Aller vers le réseau d'entreprise de l'agroalimentaire chaque fois que c'est possible

Promouvoir la mise en place d'un réseau d'entreprise de l'agroalimentaire ou «cluster» ayant pour objectifs:

Pantxo Bimboire

Améliorer la compétitivité des entreprises grâce à la coopération entre les entreprises.

Se concentrer sur les défis stratégiques qui ne peuvent être abordés «qu'à plusieurs».

Viser prioritairement la conquête de marchés hors Pays Basque, mais aussi l'optimisation de la logistique et des achats.

Les nouveaux domaines «en coopération» pourraient être: commercialisation produits, export, technologie et innovation, qualité, excellence de la gestion, logistique, marketing de territoire, ressources humaines (recrutement)

Dans le domaine marketing et commercialisation, le soutien à apporter ira dans 3 directions: développement des ventes hors pays et à l'export, commercialisation de circuit court et développement de l'e-commerce.

Il est aussi souligné que la création d'un label territorial renforcera la capacité marketing des entreprises, la notoriété des produits et contribuera à une meilleure valorisation des productions locales

Dans le domaine des ressources humaines et le recrutement, le cabinet pointe le renforcement des formations de personnels qualifiés notamment dans les métiers de bouche en liaison avec les besoins des entreprises, l'accueil des nouveaux employés dans les zones rurales, le développement du conseil aux entreprises pour les accompagner dans leurs besoins en réorganisation interne et, enfin, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (peu de stratégie des départs, par exemple). Il est aussi évoqué le nécessaire accompagnement de la transmission

Dans le domaine innovation et recherche, il s'agira de favoriser ces démarches en développant une fonction d'appui à l'innovation, en associant réseau d'entreprise avec centre recherche technologique spécifique à l'agroalimentaire (ce type d'association est très vivace et productif en he-goalde dans des secteurs comme mécanique, aéronautique, biomédecine, etc...)

Mais aussi une politique de soutien aux coopérations transversales dans le réseau (bien que cela ne soit pas l'habitude, les professionnels devront «jouer le jeu»).

Soutenir les groupements scientifiques et centres techniques déjà existants (production ovine, etc...)

En pratique, quoi (avec certains commentateurs personnels):

Tout d'abord, cette analyse a été largement développée et explicitée aux 4 territoires PCD (par ailleurs commanditaires de l'étude, par l'intermé-

diaire du Garapen Kontseilua) mais elle sera largement transmise aussi et, SURTOUT, aux professionnels de l'agroalimentaire: entreprise, interprofession, filière) puis, il sera engagé la phase opérationnelle de mise en œuvre:

Lancement de ce fameux réseau d'entreprises agroalimentaires. Ici, on voit bien que pour chaque filière il pourrait y avoir un réseau. Et, c'est des professionnels qu'il faudra initier la démarche, très vite, eux seuls (leurs dynamismes, motivations et engagements seront garants du succès ou de l'échec de la démarche) label territorial ou marque territoire. Ce rôle est partagé aux instances où l'initiative «basque» est possible (où elle est légitime). Il y a 2 instances naturelles dans lesquelles elle peut s'exercer: la CCI (et le rattachement de la Soule le permet), le conseil des élus et son «pendant» le conseil de développement. Ces 2 instances sont investies par ce problème depuis quelques années. Un travail de fond doit être mené et il nécessitera aussi une certaine clarification dans les motivations et engagements des professionnels. Les cahiers de charges seront d'autant plus clairs que les professionnels seront unis. (l'actualité «porc basque» ou autre problématique sur les races «lacaune» par rapport à «latsa» peut montrer que ces problèmes sont loin d'être simples) accompagnement des filières. Sur ce terrain technique, beaucoup de choses sont nouvelles: l'adossement à des centres techniques pour évoluer, innover est le bon exemple. J'ai vécu, dans l'entreprise dans laquelle je travaille, un changement majeur de technique de collage (passage de colle à solvant polluante à une colle thermofusible qu'il n'a été possible de réussir sans l'adossement à une technicité de collage extérieure à l'entreprise, car le changement d'habitude est traumatisant et déstabilisant même pour les cadres qui auraient pu réussir, seuls, cet exemple est bien sûr tout sauf unique)

Le «coup semble être parti»

J'ai récemment appris que certains «frères ennemis» dans la filière fromage industriel de brebis s'unissaient pour le pire mais aussi et surtout le meilleur. Ce que, je l'avoue, je pensais difficile voire impossible à débuté. Tant mieux. Hainbat hobe. Je vous laisse sur votre faim (agroalimentaire), je salue l'article de M. Berhocoïrogin qui signale qu'il faut 1 litre d'équivalent pétrole pour produire 1,3 litre d'éthanol: pauvre solution concoctée par nos grands stratèges... (comment pouvons-nous plus et plus efficacement interpellé pour peser sur les solutions...)

Alliances nécessaires sur

*Les partis politiques d'Hegoalde parviennent à constituer des majorités pour gouverner les muni-
cipalités. Les nouvelles formations Nafarroa Bai, ANV et Aralar-EB conquièrent*

En annonçant le 5 juin la rupture de son cessez-le-feu, quelques jours après le scrutin du 27 mai, ETA tente-t-il de peser sur les organisations politiques à un moment où se négocie une bonne partie de contrats de gestion locale dans les quatre provinces? La date de la rupture n'est sans doute pas innocente, mais la surprise vient d'un autre élément: ETA n'est toujours pas passé à l'acte, pas la moindre explosion significative. Le principal effet de la rupture de la trêve est la vague d'arrestations et de condamnations qui s'abat sur les clandestins —en France, en Espagne et même au Mexique et au Canada— et surtout l'incarcération le 8 juin d'Arnaldo Otegi, porte-parole de Batasuna, artisan majeur de cette dernière tentative de règlement du conflit espagnol en Pays Basque. Cette arrestation qui arrive alors que, selon les révélations du quotidien *Gara* les 14, 15 et 16 mai, Batasuna et le PSOE d'un côté, le gouvernement espagnol et ETA de l'autre, négociaient de manière simultanée, au même endroit dans une capitale européenne et en présence d'une autorité internationale (1), Arnaldo Otegi faisait évidemment partie de la délégation de Batasuna. La volonté espagnole de le mettre hors circuit en dit long sur la dégradation des rapports entre les deux parties. Un cas de figure qui rappelle l'arrestation des négociateurs d'ETA à Genève, à l'époque du PP. Le scénario de cette rupture est bien éloigné de la rupture de fait avec l'explosion d'ETA à Madrid fin décembre 2006, suivie d'un communiqué expliquant que tout était encore possible quant à la négociation... L'impact de la rupture du 5 juin sur les négociations politiques entre les partis politiques pour gérer les institutions locales semble relativement faible pour ces élections de maires qui pour la plupart ont eu lieu le 16 juin.

En Navarre

La capitale de la Navarre, Irunea, voit la réélection de son maire UPN-PP Yolanda Barcina pourtant minoritaire, face à une majorité possible des élus Nafarroa Bai, socialistes et ANV. Il était hors de question pour le PSOE «d'unir ses voix» à celles des indépendantistes proches d'ETA, mais surtout de se retrouver dans une majorité dépendant de leur bon vouloir. La mairie de la capitale navarraise échappe donc à Uxue Barkos, actuellement députée de Nafarroa Bai aux Cortés.

Dans le reste de la province, on assiste à un reflux de l'hégémonie de l'UPN-PP au profit des socialistes et de la coalition Nafarroa Bai, ces deux derniers ayant conclu des accords de réciprocité. NB conquiert les mairies de Berainain, Zizur Mayor, Villaba, Alsasua et maintient son hégémonie dans le Baztan. À Alsasua, le maire a reçu l'appui des élus ANV, les socialistes refusant de voter en faveur de cette coalition. Cas de figure particulier à Sartaguda où un maire socialiste est élu avec des votes d'ANV: il encourt l'exclusion de sa formation. Le parti socialiste ouvrier espagnol est parvenu à conquérir plusieurs municipalités comme celles d'Olite, Burlada et Ansoain. Dans les fiefs traditionnels de Batasuna, Etxarri-Aranaz, Ziordia et Bakaiku, Nafarroa Bai n'a pas occupé les sièges qui lui revenaient dans la mesure où ils auraient dû être occupés par des listes ANV interdites. L'ANV obtient toutefois sept mairies dont celle de Vera de Bidasoa.

L'élection du gouvernement navarrais et de son président demeure toujours en suspens. Les juges espagnols ont empêché la présence de candidats ANV pour le scrutin foral. Après une négociation où la direction du PSOE et même le roi Juan Carlos ont pesé de tout leur poids, on s'acheminerait vers un accord entre le PSOE, Nafarroa Bai et EB. Mais le secrétaire à l'organisation du PSOE José Blanco, affirme haut et fort à Madrid que rien n'est réglé. En échange de la mairie d'Iruña, il espère obtenir «un geste de générosité» du PP avec un vote favorable de la part de ce dernier



Le leader du parti socialiste navarrais, Fernando Puras scelle l'alliance avec Patxi Zabaleta

pour l'élection d'un socialiste. Le PSOE Fernando Puras devrait devenir le prochain chef du gouvernement navarrais, Patxi Zabaleta leader de NB, bien qu'étant largement en tête, acceptant de renoncer à la présidence. Si les négociations en cours aboutissent favorablement, le «pacte constitutionnel» ou plutôt espagnolis-



Jour d'élection du maire à Donostia. La mairie, sous la pression de manifestants ANV, es-

te, avec l'abstention des socialistes au profit du PP qui fonctionne à Irunea, ou hier en Alava lors de la précédente législature, ne sera apparemment pas reconduit, et c'est heureux. Il s'agit là d'une très bonne nouvelle pour les opposants à la voie trans-navarraise en Iparralde. Chacun espère bien que le nouveau gouvernement abertzale et de gauche remettra en cause ce projet.

Bizkaye

Comme prévu, le PNV Iñaki Azkuna est réélu pour la troisième fois maire de Bilbao grâce à l'appui des voix de Aralar-Ezker Batua. Dans le reste de la province, les socialistes ou le PNV parviennent à la tête de leurs bastions traditionnels. Logiquement, la ville de Getxo aurait dû échapper au PNV, la liste PP arrivant en tête. Les

petite ville de Muskiz, elle devait en principe être dirigée par un maire PNV. Il s'est fait évincer par le candidat EA soutenu par le PSOE. Le PNV conserve les villes de Santurtzi, Ortuella, Lekeitio et Durango, mais il voit Gernika lui échapper au profit de EA. À Ondarroa, les élus ont refusé de siéger, les votes nuls ayant obtenu la majorité absolue du fait de l'interdiction des listes pro-Batasuna. Du coup, une commission municipale nommée par la Députation risque de diriger la cité.

Dans les prochains jours, la députation forale de Bizkaye reviendra comme prévu au PNV.

Alava

Le PP subit ici sa plus lourde défaite. On se souvient que la mobilisation de l'électorat espagnoliste peu après la signature de l'Accord de Lizarra-Garazi avait entraîné le départ des abertzales de la direction de la province et de la capitale Gasteiz au profit du PP, avec la complicité passive du PSOE. Pour la première fois depuis la mort de Franco, un maire socialiste arrive à la mairie de Gasteiz. Les autres formations PP, PNV, EA et Aralar-EB ont toutes voté blanc. Ce cas de figure s'appliquera-t-il au moins partiellement au profit du PNV pour la tête de la députation? Les négociations se poursuivent avec le PSOE. Pour l'instant, le PP a subi deux autres revers en perdant les localités importantes de Laguardia et de Labastide où il paraissait inexpugnable. La première sera dirigée par un maire Aralar-Ezker Batua et la seconde voit l'arrivée au pouvoir d'une coalition des forces abertzale.

Gipuzkoa

Les socialistes conservent la mairie de Donostia avec la réélection pour la

Retour à la case départ



Lizarran-Garazi Akordioa 1998ko irailaren 12an Lizarran hainbat alderdi politikok eta sindikatuk sinatutako hitzarmena da, Ipar Irlandako bake-prozesua ispilatu.

"Je reste persuadé que le mouvement public aurait pu engendrer un rapport de forces global, face aux 2 Etats, bien plus grand que celui qu'ont généré le schéma politico-militaire et la direction clandestine de la stratégie pendant ces sept dernières années."

La rupture du cessez-le-feu permanent d'ETA s'inscrit foncièrement dans la même logique que l'attentat-avertissement du 30 décembre à Madrid-Barajas. Les conclusions et les questions que l'on pouvait tirer de la situation créée par cet attentat et de la lecture du communiqué d'ETA qui le revendiquant s'appliquent parfaitement à celle créée par l'arrêt de la trêve. Je reprends ici une partie de cette même tribune en janvier dernier, intitulée "Stratégies politico-militaires" :

"La question à laquelle ces mêmes mois à venir vont sans doute apporter une réponse est-la suivante : Zapatero a-t-il désormais la marge de manoeuvre suffisante (face à un PP mais également par rapport aux secteurs internes du PSOE hostiles au processus) pour continuer dans une telle attitude ? Pourra-t-il et

voudra-t-il faire après Barajas ce qu'il ne semblait pas pouvoir ou vouloir faire avant ? Et donc quelle aura été la portée réelle (au delà des intentions de ses auteurs) de l'attentat de Barajas ?"

▼

*Español gobernuak,
atzo
egin nahi ez zuena,
edo ezin egina zuena,
orain
nahiko du egin...
edo egiten ahalko du?*

Les 5 mois qui ont suivi l'attentat de Barajas ont apporté la réponse à ces interrogations. Les mêmes questions pourraient être aujourd'hui posées par rapport à la rupture de la trêve. Le gouvernement espagnol pourra-t-il et voudra-t-il donner demain ce qu'il ne pouvait ou voulait donner hier ? Répondre oui à cette question signifie croire qu'avec de bon gros paquets, une série de morts, quelques années de plus de tension exacerbée à son comble, nous aurons fait plier Madrid et son intransigeance à notre égard. Croit-on que ce que l'ETA des années 80, puis l'ETA des années 90, puis l'ETA des années 2000 n'ont pas réussi à faire, l'ETA des années 2010 parviendra à l'arracher dans un contexte basque, espagnol et international encore moins favorable ?



Ne serait-il pas temps de regarder les réalités en face, de ne plus raisonner de manière romantique mais en

analysant froidement les différents rapports de forces ainsi que les mécanismes qui renforcent la position souverainiste basque et ceux qui l'affaiblissent ?

Parlons clairement :

Si demain la lutte armée s'arrête et permet ainsi à un front et une dynamique souverainiste civils et démocratiques de se mettre en place, on peut légitimement penser que l'objectif de la réunification de la Communauté Autonome Basque avec la Navarre est quelque chose que l'on pourra obtenir -par la mobilisation- de l'Etat espagnol, surtout si le nouveau contexte renforce la progression des forces progressistes navarraises : cela ne remet pas brutalement en danger sa sacro-sainte unité et cela demandera sans doute un rapport de force moindre qu'arracher l'obtention et l'exercice du droit à l'autodétermination.

▼

"On ne gère pas un combat en se cachant la vérité, en prenant ses désirs pour la réalité et en basant ses stratégies sur des diagnostics erronés."

Mais ce qui paraît aujourd'hui quasiment impossible à arracher d'un Etat occidental moderne comme l'est l'Etat espagnol, c'est qu'il concède cette même mesure (la réunification de la Navarre et de la CAV) en échange de la fin de la lutte armée.

La stratégie d'ETA n'a dès lors aucune perspective possible, mais de surcroît empêche ces mêmes perspectives d'être atteintes par d'autres voies.

Et le maintien de cette stratégie là a en plus un coût terrible pour le capital accumulé par la gauche abertzale en 40 ans de lutte acharnée, tant au niveau institutionnel qu'au niveau des mouvements

sociaux, du travail de masse. Tout cela est peut-être dur à admettre mais on ne gère pas un combat en se cachant la vérité, en prenant ses désirs pour la réalité et en basant ses stratégies sur des diagnostics erronés.

Mouvement souverainiste civil et démocratique

ETA, en conditionnant le maintien ou non de son cessez-le-feu à un règlement politique des bases du conflit, se condamne à l'échec. ETA, en conditionnant ce maintien à autre chose qu'à un calendrier échelonné de la sortie des prisonniers, au règlement de la question des réfugiés et à la légalisation des organisations publiques du MLNB, retarde d'autant l'avènement du mouvement souverainiste civil et démocratique uni qui lui sera en mesure de créer le rapport de forces nécessaire pour régler politiquement les bases du conflit, à savoir la territorialité et le droit à l'autodétermination.

Le constat est encore plus vrai aujourd'hui qu'à l'époque de Lizarra-Garazi et risque d'être encore plus amer dans quelques années : on a bien vu pendant cette trêve qu'une partie de la société espagnole en est aujourd'hui à un tel niveau qu'elle n'accepte même pas la sortie de prisonniers ayant purgé leur peine malgré un contexte de cessez-le-feu permanent.

Changer le mécanisme menant structurellement à l'échec :

Là encore se repose à mes yeux la même question centrale que dans cette tribune de janvier dernier :

"Nous continuons donc dans le même schéma politico-militaire où la direction militaire, clandestine conditionne sinon définit la stratégie du mouvement public."

Ce schéma qui a causé l'échec du processus de Lizarra-Garazi pourra-t-il permettre de mener à bien celui qui est en cours aujourd'hui ?

N'aurait-il pas mieux valu, dès l'époque de Lizarra-Garazi en finir avec ce schéma et faire vraiment confiance en la capacité du mouvement public à gérer seul la suite des événements ?

Je reste persuadé que le mouvement public aurait su engendrer un rapport de forces global, face aux 2 Etats, bien plus grand que celui qu'ont généré le schéma politico-militaire et la direction clandestine de la stratégie pendant ces sept dernières années."

Direction clandestine et processus civil

Pour moi, le problème central est là : une direction clandestine ne pourra jamais (la question n'est même pas de se demander si elle le désire vraiment) gérer un processus civil, type processus souverainiste civil comme celui de Lizarra-Garazi ou type processus de négociation tel que celui qui vient de s'achever. Le rapport au temps, à la réalité sociale n'est pas du tout le même. La nature même d'une telle direction empêche un certain nombre de mécanismes -créant les rapports de confiance et les possibilités d'alliances, de discussion et de compromis- de se mettre en route réellement.

▼

"Une direction clandestine ne pourra jamais (la question n'est même pas de se demander si elle le désire vraiment) gérer un processus civil."

Si le MLNB, ou une partie conséquente de celui-ci, pense réellement que la phase historique dans laquelle nous sommes n'est plus celle des stratégies politico-militaires mais celle des processus civils et démocratiques, alors son premier combat doit être de faire en sorte que la direction stratégique de la lutte soit transférée aux mouvements publics qui le constituent.

Ce combat a sa part de risques, celui de le gagner au risque d'une scission, celui de le perdre et de se retrouver exclus, désqualifiés, traités de traîtres etc.

Mais l'Histoire ne se fait pas sans crise et rien n'est pire que de voir le MLNB agoniser lentement, à l'instar du PCF, avec le vieux qui n'en finit pas de mourir mais qui empêche en même temps le neuf de naître, l'avenir de surgir.

Il ne s'agit en rien de renier le passé, de condamner quoi que ce soit mais d'avoir le courage intellectuel de bâtir les stratégies de demain sur l'analyse lucide de la réalité d'aujourd'hui et sur la volonté d'inscrire les combats à venir dans des paramètres gagnants.



Bestea da infernua

Hergarai

68 urtez goiti dutenek bozkatzeko dretxorik ez balute izan, Nicolas I.a ez zen pasako eta Ségolène ezkongabe berria zen lehendakari izanen frantzian.

60 - 65 urtez goiti dutenen %75ak bederen Sarko bozkatu du. Aipatuak diren arrazoinak, horietako ainitz etxe, onatsun jabe direla eta herentzia eskubideen zergen kentzea gostuko izan dutela muturreko eskuinekoen buruaren eleetan. Bainan partikulazki aitzinatua den esplikapena, adinetakoek duten beldurra edo seguritate eskasa sendimendua egungo jendartean.

Nicolas lehena tronuratu zuten bigarren itzuliaren bihamunean berean, Baionako Posta bulegoratu jin ziren bezero batzuk, langileei mehatxuz edo, erran omen zien orain irriak sartuko zitzaizkela eta lanean hasi beharko zutela, eliseoko buru berriarekin. Mespretxua eta gorrotoa zarien ele zitzadun horiei.

2003ko bero handiek egin sarraskiaren ondotik erran zen konzientzia hartze bat behar zuela ekarri jendarte honen desorekez eta belaunaldien arteko mozturtaz. Deus guti aldatu da iduriz. Gazte, lerdin, kirolari, gorputzez sano, lanean kausitzen eta tresneria modernoz jauntziarik izan behar den jendarte eredu inposatzaile honek, "bestea da infernua" Sartren erranaldia egiaztatzenago duela ematen du. Adinetakoek mundu horretatik beren burua bazter ikusten ote dute, gazteek adinetakoentzat interesik ez eta adinetakoentzat gazteak burrunba eta lanjer iturri. Albainan ikusmolde hertsiegia da ororkortasun baten egiteko.

Euskal Autonomia Erkidegoan egin azterketa batek erakusten du, 2015ean, 65 urtez goitiko jendeak 470 milako bat izanen direla. 45 - 64 urte artekoak kasik 650 mila eta orain arte gehiengoa zen 20 - 44 urte arteko gazteen belaunaldia hein horretarat jautsiko dela kasik.

Nicolas I.ak, jendeen artean etsaigoen sortzea, beldurraren sakatzea eta bata bestearenganako mesfidantza, estrategia politikoetan lehena du.

Buru egiteko bada zer pentsa adinetakoek eta gazteen arteko loturetan edo hausturetan...nola ikusten den...

□

PASCAL MULET

Entreprise, mon amour



"Le travail, nous disait Nicolas Sarkozy lors de sa campagne présidentielle, est une condition de la liberté et de la dignité, il est le moteur de la promotion sociale". Nous avons été abreuvés d'images du candidat de l'UMP tapant dans le dos des salariés sur leur lieu de travail, vêtu d'une combinaison blanche ou coiffé d'un casque d'ouvrier. Mais, avec ses réformes il a aussi su parler aux patrons. La victoire du "Travailler plus pour gagner plus" est celle d'une certaine vision du travail et de l'entreprise.

Petit retour en arrière.

Dans l'Antiquité grecque, le travail n'était pas fait pour les citoyens, car celui qui travaille ne peut s'adonner à l'activité politique et à la réflexion, qui font les vrais hommes. Néanmoins, il fallait bien se nourrir et se vêtir. Pour cela, la production des biens et services était réalisée par les esclaves. Aristote justifiait l'esclavage par le fait que les hommes devaient pouvoir se consacrer pleinement aux activités "humaines", et par le fait que les esclaves n'étaient justement pas des hommes et qu'ils étaient naturellement faits pour le travail. Cette production des biens et services avait lieu au sein de la famille ("économie" vient du grec *oiko nomos* : les règles de gestion de la maison).

Au Moyen Age, même si l'esclavage était remplacé par le servage, le travail était encore vu comme une souffrance nécessaire. L'Eglise la justifiait par le péché originel, cause de bien des malheurs sur Terre. D'ailleurs, le terme "travail" provient du latin *tripalium*, un instrument de torture à trois pieds. Les paysans serfs y passaient le moins de temps possible, c'est à dire juste de quoi vivre (et bien sûr payer les impôts).

"Le travail un but en soi"

Puis est arrivé le capitalisme et avec lui l'accumulation du capital. A partir du XIVème siècle, avec le développement du commerce mondial, d'immenses fortunes se créent. Les mentalités changent. Pour le sociologue Max Weber, l'essor du calvinisme modifie la relation au travail : "Le travail doit s'accomplir comme s'il était un but en soi, une vocation"^❶. Par conséquent, l'organisation sociale aussi change : en Angleterre, par exemple, les terres agricoles, jusque là à finalité vivrière, sont accaparées par la bourgeoisie montante qui y voit des opportunités de placement et de spéculation. Les paysans sont

privés de leur outil de travail. N'ayant plus que leur force de travail à vendre, ils émigrent vers la ville et deviennent des ouvriers corvéables à merci par les capitalistes, des prolétaires.

Productions de biens et services hors du foyer

On généralise la division du travail, principe connu depuis bien longtemps, qui consiste à attribuer à chaque ouvrier une tâche bien précise dans le processus de fabrication. La spécialisation des gestes permet d'augmenter considérablement la productivité^❷. L'entreprise capitaliste telle que nous la connaissons aujourd'hui prend forme. La production des biens et services a lieu hors du foyer, au sein de cette structure économique et sociale organisée et hiérarchisée. Encore et toujours, les mentalités changent, et avec elles les faits sociaux. Les droits du salarié varient dans le temps et d'un pays à l'autre. Et si on demande aujourd'hui quel est le but d'une entreprise, beaucoup diront que c'est le profit. Celui du travail ? Ne pas être au chômage. Les grandes fortunes de certains hommes d'affaires ? Rien de plus naturel, ils ont travaillé pour^❸.

Utilité sociale ? Bien être ?

Pas forcément. Ce n'est qu'un point de vue. D'ailleurs, le développement du mouvement coopératif et de l'économie sociale et solidaire, ou encore la création d'instruments comme le BIP 40^❹, pour mesurer le développement humain remettent sur le tapis les questions de l'utilité sociale ou du bien être. Même s'il existe des consensus, comme sur les bienfaits de la division du travail (dans une certaine limite), et donc sur le groupement des travailleurs au sein de l'entreprise, il y a plusieurs visions de leur rôle dans la société. Vous trouverez, dans les semaines qui viennent dans Alda! quelques réflexions sur la relation de l'entreprise avec le travailleur et avec son environnement, à partir d'exemples très concrets comme celui de la coopérative ou du label RSE.

□

❶ Max Weber : "L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme" (1905)

❷ Ce principe a été utilisé à outrance. Voir (ou revoir) pour cela "Les temps modernes" de Chaplin.

❸ Bien sûr, les parachutes dorés "excessifs" font grincer des dents, mais le principe ne semble pas remis en cause.

❹ Le BIP 40 se différencie du PIB par le fait qu'il prenne en compte l'emploi et les conditions de travail, les revenus et la pauvreté, la santé, l'éducation, le logement, la justice.

Vie associative

Quelques informations pratiques

Les informations contenues dans la fiche technique de cette semaine pourront être complétées et approfondies par la consultation des différentes revues disponibles à la Bibliothèque de la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20 rue des Cordeliers, à Bayonne.

Financements européens

Souvent considérés comme compliqués, inadaptés, dévoreurs de temps voire d'argent, les financements européens offrent pourtant quelques opportunités aux associations.

A condition de savoir à quelle porte frapper et de se rappeler que, si l'Union européenne élabore des programmes de financements communautaires, ils ont d'abord pour objectif de stimuler la construction de l'Europe.

Il ne s'agit cependant pas d'adapter son projet aux financements, mais de trouver des financements adaptés à son projet...

Voici quelques sites utiles :

Europa, le portail de l'Union européenne :

www.europa.eu

Euro info centres :

<http://ec.europa.eu>

www.aquitaineinternational.com

EUR-LEX, Journal officiel de l'Union européenne :

<http://eur-lex.europa.eu>

Fonds social européen (FSE) :

<http://www.travail.gouv.fr/FSE>

Directions générales de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/dgs_fr.htm

Il n'y a pas que des subventions dans la vie

Trouver le bon interlocuteur, monter le dossier, attendre la réponse, espérer après le versement effectif de l'argent qui interviendra très tard, obligeant à négocier un crédit relais avec sa banque... courir après des subventions... demande du temps, de l'organisa-

tion et des nerfs solides. Le jeu en vaut-il toujours la chandelle ? Nous verrons ce qui peut être fait pour ne pas rester les bras croisés :

Mobiliser ses membres

Contrairement à une idée reçue, rien n'oblige une association à demander une cotisation à ses membres. La question mérite pourtant un examen attentif. Avec 26% du budget des associations sans salarié, il s'agit en effet de la source de financement la plus fiable. D'autant qu'on peut moduler le montant de la cotisation en fonction du revenu des différents publics et de la qualité des membres.

Les six manifestations

Sans risque d'être soumis aux impôts commerciaux, six manifestations annuelles peuvent être organisées

Le mécénat pour son fonctionnement

Il ne faut pas hésiter à solliciter les commerçants ou les petites entreprises locales.



L'Agenda de la Fondation

SESSION DE FORMATION

Mercredi 27 juin à 19h00

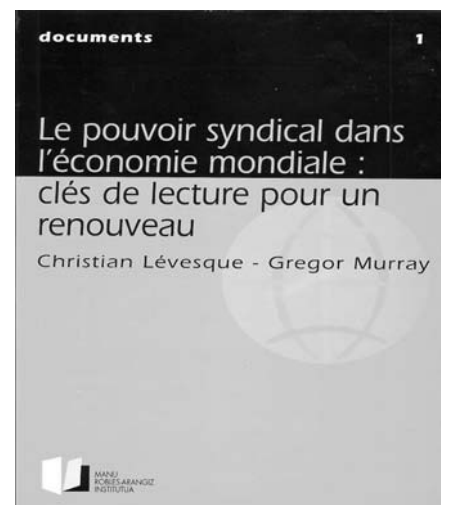
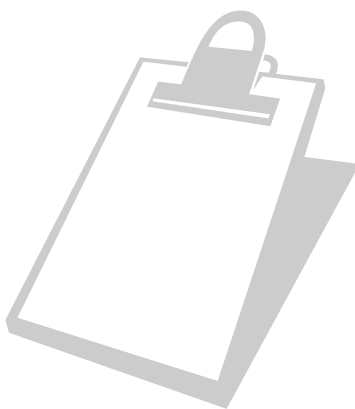
Conférence sur "Le pouvoir syndical dans l'économie mondiale"

La mondialisation économique provoque-t-elle inéluctablement un affaiblissement syndical ?

Une conférence exceptionnelle avec deux chercheurs universitaires québécois spécialisés dans la mondialisation économique et le monde du travail : Christian Lévesque et Gregor Murray, venant spécialement de Montréal pour une série de réunions de travail et de conférences en Pays Basque.

Il est conseillé de s'inscrire au 05 59 59 33 23 ou à l'adresse mail : ipar@mrafundazioa.org

Entrée gratuite, au local de la Fondation (20, rue des Cordeliers au Petit Bayonne).



Document publié par la Fondation et qui sera distribué lors de la Conférence



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



r fond de rupture de trêve

municipalités. Sur fond d'une rupture de trêve par ETA qui pour le moment n'est pas passé à l'acte. et quelques fiefs à l'occasion d'un vote qui a réservé quelques surprises.



est isolée sous contrôle de la ertzaintza

cinquième fois consécutive du maire Odon Elorza qui reçoit le soutien de Aralar-EB. Même scénario à Lasarte-Oria. Les socialistes conservent bon nombre de grandes cités, sept au total, Eibar, Zumarraga, Irun, Errenteria, Andoain, etc. En revanche, ils perdent celle de Pasaia au profit d'ANV. La surprise vient de la défaite du PNV dans les villes d'Azpeitia et Zumaia. L'accord de réciprocité en cours de négociation entre EA et le PNV pour conserver la députation de la province a subi dans ces deux cités un accroissement retentissant. Bien qu'arrivant en troisième position, un maire EA dirigera Zumaia, avec le soutien des élus d'ANV et de Aralar-EB. À Azpeitia, l'ANV conquiert la mairie grâce aux votes de Aralar et EA. Ces scénarios sont liés à de fortes tensions internes au sein des majorités, durant les années précédentes. Le PNV est furieux de se voir évincé et demande des explications à EA qui nie toute action concertée et annonce des sanctions au sein du parti. Le Parti nationaliste basque se maintient toutefois dans une quinzaine de cités et le Gipuzkoa ne comporte pas moins de 21 femmes maires, soit une sur quatre, une première. La gauche abertzale proche de Batasuna conquiert ses bastions traditionnels qui lui avaient précédemment échappé du fait des interdictions espagnoles: Hernani, Oiartzun, Lezo,

Pasaia, Bergara et Arrasate, etc. au total 23 municipalités. Il récupère ainsi 14 des cités qu'il avait dû abandonner en 2003

Les scrutins du 16 juin ont eu lieu sous haute surveillance policière. Ils ont été émaillés de nombreuses manifestations de mécontentement de la part de militants de Batasuna qui avaient vu leurs listes interdites par la justice espagnole. Cinq municipalités ne se sont pas réunies, la plupart étant des fiefs de Batasuna et dont seuls des candidats PP sont aujourd'hui élus.

Unions et alliances payantes

Malgré les péripéties évoquées plus haut, un accord se dessinerait entre le PNV et EA pour diriger la députation forale et le PSOE voit s'éloigner son rêve de voir le PNV passer dans l'opposition.

En Navarre et dans les trois provinces de la Communauté autonome basque, on assiste à un rééquilibrage de la carte politique qui devient plus conforme à la réalité sociologique du pays. Batasuna existe au moins partiellement dans le pouvoir local, alors qu'il avait été totalement rayé de la carte. EA bien qu'affaibli demeure un allié indispensable pour que les abertzales parviennent aux commandes. L'alliance électorale entre Aralar et EB (ex-communistes/Verts) porte des fruits inespérés et rend cette nouvelle



Uxue Barkos, de Nafarroa Bai, félicite la mairesse sortante réélue Yolanda Barcina

force politique souvent incontournable. Les abertzales grâce à l'intelligence de leur démarche unitaire Nafarroa Bai ne sont plus marginalisés en Navarre comme ils l'ont été pendant de longues années.

(1) Une information évidemment démentie le 15 juin par Fernandez de la Vega, porte-parole du gouvernement socialiste espagnol.

(2) Vous trouverez dans le numéro 1981 d'Enbata les résultats du scrutin du 27 mai.

Une version des pourparlers ETA-Zapatero

Le journal El Pais du 10 juin, partiellement relayé ensuite par le quotidien abertzale Gara, a révélé quelques éléments succincts, relatifs aux pourparlers de paix entre le gouvernement espagnol et ETA, ainsi qu'entre le PSOE et Batasuna.

On y trouve d'abord la confirmation des contacts noués dès 2002 entre le leader socialiste basque Jesus Eguiguren et le porte-parole de Batasuna Arnaldo Otegi. C'est là que furent jetées les bases des deux tables de négociation: l'une, gouvernement-ETA sur les pressions, l'autre, entre partis politiques, sur l'avenir d'Euskadi.

El Pais évoque une démarche effectuée auprès du Cardinal Etchegaray, comme intermédiaire entre les parties, lequel aurait refusé en raison de la mentalité du Vatican... Finalement le Centre de dialogue Henri Dunant de Genève offrira son patronage. La première rencontre eut donc lieu à Genève le 21 juin 2005 entre Jesus Eguiguren et Josu «Ternera» Urrutikoetxea, représentant ETA.

Le 14 juillet, 22 jours après, on arrivait à un accord: ETA annonçant son cessez-le-feu permanent et on laisserait aux partis l'aspect politique. Aurait été également fixé un protocole de réunions, avec constitution d'un comité de contrôle.

Premiers pas laborieux

Une deuxième série de rencontres eut lieu entre le 3 et le 12 novembre 2005 non loin d'Oslo, en Norvège, toujours grâce au Centre de dialogue. Josu Ternera est accompagné d'un «dirigeant vétérinaire d'ETA». On y ratifie les accords pris en juillet. Ternera aurait introduit des nuances à cet accord, mais l'article n'en dit pas plus.

Le «dernier jour» de 2005, probablement donc le 31 décembre, Eguiguren et Ternera se retrouvent à Genève. Le représentant d'ETA annonce la prochaine proclamation du cessez-le-feu, qui sera effectif le 22 mars 2006. Zapatero faisait le 29 juin au Congrès sa «déclaration institutionnelle par laquelle il ouvrirait officiellement le dialogue avec ETA». Ses propos auraient été du goût d'Otegi, «mais pas d'ETA qui y aurait vu un re-

port de la question navarraise».

Selon El Pais, il y a eu en juillet un virage d'ETA, non prévu au «calendrier», exigeant la réunion des partis, avant celle sur les pressions. Ceci aurait supposé la légalisation de Batasuna, interdite par la Loi sur les partis, «dont l'application était reconnue dans les bases de l'accord». Le juge Grande Marlaska avait en janvier prorogé de deux ans l'illégalisation de Batasuna. Afin de contourner la difficulté, le PSE se réunissait en juillet avec Batasuna. D'après El Pais, «ce n'était pas suffisant pour ETA». D'où son premier communiqué d'août, où elle considérait le processus «en crise», du fait de l'absence de mise en place de la table des partis.

En septembre, contacts secrets PNV-PSE-Batasuna, notamment à Loyola, avec une esquisse d'accord. Mais, par la suite, Otegi et Etxeberria auraient voulu y inclure un organe commun Navarre-Euskadi avec capacité législative, sur deux ans, ce que refusèrent les partisans.

Le 10 novembre, selon le journal, cessation de ces conversations.

Enterrement programmé

La dernière réunion ETA-gouvernement daterait du «milieu décembre» 2006. Le lieu n'est pas précisé. Mais on apprend que Josu Ternera n'y était pas, «remplacé par deux militants plus jeunes...» En face, Eguiguren et un ancien ministre de F. Gonzalez. ETA y aurait présenté un règlement politique global incluant la Navarre et l'autodétermination, thèmes politiques normalement réservés à Batasuna. Malgré la fin de non-recevoir des représentants espagnols, ETA aurait promis de ne pas rompre «le processus». Et le 30 décembre survient l'attentat mortel de Barajas...

Telles sont les lignes essentielles de l'article. On notera toutefois que les fameux «engagements» pris de part et d'autre, et non respectés, ne sont pas dévoilés.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.



Les OGM sous toutes leurs

Brillant! Remarquable! Voilà quelques-unes des appréciations entendues à l'issue de la conférence donnée et chercheur en Génétique moléculaire à l'université de Paris-sud, membre du conseil scientifique du comit sur le génie génétique (CRII-GEN), à l'invitation du collectif anti-OGM

DEUX heures durant, dans un amphithéâtre copieusement garni qui ne perdait pas une miette de son exposé, Christian Vélot a

reconnu, orateur hors pair, aura fait beaucoup pour instruire un public, assurément réceptif, sur les enjeux liés aux OGM. On était loin des interviews

mais rendue plus que compréhensible par la clarté et la simplicité du propos, Christian Vélot a rappelé quelques notions indispensables à la compréhension de la recherche sur les organismes génétiquement modifiés. A l'aide de schémas projetés, il a d'abord décortiqué le fonctionnement d'une cellule, puis de son noyau, énorme usine constituée de grosses molécules extrêmement compactées, qui sont les chromosomes, chacun constitué de deux brins parallèles enroulés sur eux-mêmes pour former une double hélice: l'ADN. En séquençant une double hélice d'ADN, on définit l'ordre de succession sur chacun des deux brins des 4 molécules de base qui la constituent (A, G, C, T). Seuls certains morceaux de séquence détiennent un message biologique pour la cellule: ce sont les gènes. Chaque gène détient le secret de fabrication d'une protéine et la cellule dispose de toute la machinerie qui lui permet, à partir d'un gène, de fabriquer la protéine correspondante, c'est-à-dire de traduire le langage génétique.

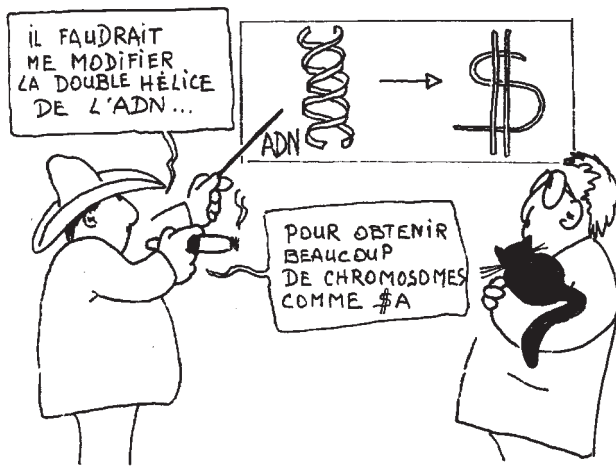
En une jolie métaphore, Christian Vélot a décrit le génome d'un organisme (l'ensemble de ses différentes molé-

cules d'ADN) comme une encyclopédie où chaque chromosome est un volume dans lequel les phrases sont des gènes, le tout écrit dans un alphabet de 4 lettres.

Les protéines, a-t-il expliqué, sont de grosses molécules qui participent à l'édifice cellulaire (ce sont les parpaings de l'usine) ou qui sont les acteurs de tous les processus biologiques de la cellule (ce sont les ouvriers de l'usine: enzymes, hormones, transporteurs de petites molécules etc.).

La possibilité de faire des OGM repose sur le fait que le langage génétique, et donc le processus de traduction, est universel, de la bactérie à l'éléphant en passant par les plantes et les humains. Autrement dit, n'importe quel organisme est capable de «traduire» un gène qui ne lui appartient pas et de fabriquer ainsi la protéine correspondante. C'est là tout «l'intérêt» de la manipulation génétique, a indiqué le chercheur.

Après avoir expliqué la technique d'extraction du gène et de sa réintroduction dans la cellule bactérienne qui permet sa transplantation sur un organisme différent, Christian Vélot a longuement développé les trois grands domaines



développé son approche de la problématique OGM qui suscite aujourd'hui de nombreuses questions. En une démonstration très didactique, ponctuée de formules chocs et de traits d'humour, ce chercheur de haut niveau dont le travail est à présent connu et

télévisées de deux minutes qui ne vous apprennent rien, ou des débats sans cesse interrompus par le présentateur qui prive les intervenants du temps pour aller au fond des choses.

Dans une première partie techniquement ardue pour le non-spécialiste,

ENBATA: *Vous faites une distinction entre les OGM pharmaceutiques produits en milieu confiné et la culture des OGM en plein champ. En quoi les deux sont-ils différents?*

Christian Vélot: Dans l'esprit du grand public, lorsqu'on parle des OGM aujourd'hui, on entend les OGM agro-alimentaires. Car on entend parler des OGM depuis qu'ils ont été introduits dans le monde agro-alimentaire. Or on utilise des OGM depuis 30 ans dans les laboratoires, en espaces confinés, notamment dans le cadre de recherches fondamentales ou à des fins médicales. En recherche fondamentale ce sont des outils intéressants, des techniques parmi d'autres pour essayer de comprendre la fonction des gènes et des protéines, décortiquer les processus biologiques ou simplement acquérir de nouvelles connaissances sur le fonctionnement du vivant. Dans le domaine médical il y a diverses facettes de l'utilisation des OGM, différents domaines d'utilisation dont le premier est la production de protéines: des protéines d'intérêt pharmaceutique telle l'insuline ou d'autres, dont l'hormone de croissance, l'interleukine pour soigner le cancer, des protéines pour produire des vaccins, des protéines également pour le monde vétérinaire. Ce sont des technologies utilisées depuis 30 ans en

laboratoire.

Pour éviter les risques de dissémination, nous avons des règles très strictes de confinement. Il peut arriver qu'elles ne soient pas toujours très bien respectées, il faut bien le reconnaître. Personnellement je souhaite que la législation soit encore renforcée. Mais les règles à respecter lorsqu'on utilise des micro-organismes génétiquement modifiés en laboratoire sont sévères. On doit toujours préserver des mutations dans les micro-organismes qui font que si un micro-organisme s'échappe dans la nature, par le biais des vêtements par exemple, il ne puisse pas avoir d'avantage effectif mais au contraire un désavantage par rapport à ses homologues sauvages que l'on trouve dans la nature. Ça fait partie des règles à respecter dans le cas des OGM en milieu confiné.

Les OGM utilisés en laboratoire sont des outils, pas une fin en soi. Ils sont utilisés en milieu confiné, alors que ceux utilisés dans le domaine agro-alimentaire sont destinés à l'alimentation, ce qui va soulever des questions d'ordre sanitaire et environnemental. J'insiste bien: les OGM utilisés en laboratoire sont des outils, pas une fin en soi. En fin de compte, ce n'est pas l'OGM qui sera récupéré et utilisé car il n'est qu'un intermédiaire dans un protocole pour comprendre la fonction des

gènes et des protéines. Lorsqu'on utilise un OGM pour fabriquer un médicament en espace confiné, il va falloir éclater les cellules OGM pour récupérer le médicament. On va donc tuer l'OGM et, in fine, ce que le patient ira



Christian Vélot

chercher en pharmacie, ce n'est pas l'OGM mais la protéine fabriquée par l'OGM.

Dans le domaine agricole, c'est totalement différent parce que l'OGM n'est plus un outil mais une fin en soi. Quand on fait un maïs OGM par exemple, ce maïs OGM a le même devenir que le

maïs conventionnel. Il est semé de la même manière, cultivé de la même manière et mangé par l'homme ou l'animal de la même manière. Cela pose question, notamment de savoir si on est capable de maîtriser les conséquences de la modification génétique que l'on a faite sur la plante sur l'ensemble du métabolisme de la plante, les répercussions que cela aura sur la chaîne alimentaire. Si on fait produire à la plante une toxine insecticide pour résister à un insecte, que devient cette toxine qui s'accumule dans la plante, quels seront les effets sur l'animal qui mange la plante et sur l'homme qui mange l'animal qui a mangé la plante? Cette toxine accumulée dans la plante va également passer dans les racines puis à travers les racines dans le sol, que devient-elle dans le sol, quels sont ses effets sur le système microbien du sol, quels sont ses effets sur les insectes utiles etc.? Voilà toutes les questions qui sont posées et pour lesquelles on n'a pas de réponse.

Enb.: *Vous dénoncez l'amalgame et rappelez le principe de précaution.*

C. V.: Quel que soit l'avis de chacun sur l'ensemble des OGM, on n'a pas le droit de faire des amalgames. Que l'on soit pour tous les OGM ou contre tous les OGM, ou encore contre certains et pour d'autres, l'argumentaire que cha-



facettes

le 9 juin à l'IUT par Christian Vélot, enseignant
comité de recherche et d'information indépendantes
du Pays Basque.



L'amphithéâtre de l'IUT de Bayonne écoute Christian Vélot

où les scientifiques travaillent sur les OGM: la recherche fondamentale (domaine dans lequel il travaille), la médecine et l'agro-alimentaire. On lira dans l'interview ci-contre les différences fondamentales entre ces trois domaines. Si dans les deux premiers domaines où la recherche et la production se font en laboratoire, en milieu confiné, pour produire par exemple des médicaments, la sécurité est assurée, la culture des OGM en plein champ pose pour Christian Vélot de graves questions sur les risques sanitaires et environnementaux et des problèmes d'ordre sociétal et éthique. Il a fustigé les scientifiques

«scientistes» pour qui, à l'instar d'un Claude Allègre ou d'un Pierre Gilles Degennes récemment disparu, la science a forcément réponse à tout et ne se pose pas suffisamment de questions sur les risques et l'éthique.

En deux heures de temps, on aura beaucoup appris sur les enjeux des OGM dans le monde qui s'avance. Il est heureux qu'il existe des chercheurs et intellectuels de haut niveau comme Christian Vélot, consciences morales exemplaires, pour éclairer les citoyens sur les risques que les apprentis sorciers sont prêts à nous faire prendre au nom d'intérêts purement financiers.

Dans le cas des plantes OGM, il faudrait d'abord démontrer leur utilité sociale. On n'imagine pas faire des tests cliniques d'un médicament sur des humains si on n'a pas démontré que ce médicament pouvait apporter un plus pour soulager ou soigner telle ou telle pathologie. Donc il faudrait d'abord démontrer l'utilité sociale des plantes OGM et s'il n'y a pas de demande qu'elles restent au placard. Si le seul intérêt est qu'un groupe agro-alimentaire fasse des profits en prenant des risques inconsidérés, les pouvoirs publics doivent s'interposer en disant «non, priorité à la sécurité sanitaire». Les élus sont notamment garants de la sécurité sanitaire à l'égard des citoyens et ne doivent pas placer cette sécurité sanitaire à la remorque des intérêts financiers d'une minorité. Ça n'est pas acceptable. Donc utilité sociale d'abord et s'il y a utilité sociale observons aussi l'alternative: est-on sûr que cette technologie offre le meilleur rapport bénéfices/risques? Et si c'est le meilleur rapport, faisons tous les tests en laboratoire et sous serre. Or aujourd'hui, on n'en est pas là du tout. Ce ne sont pas les agriculteurs et les consommateurs qui sont allés frapper à la porte de Monsanto et de Bayer pour demander des OGM. Nous sommes dans une situation où l'on place le citoyen devant le fait accompli, encore une fois pour le profit du plus petit nombre.

■ **Kale borroka.** La tension subsiste dans les rues d'Euskadi où des faits sporadiques de violence se produisent. Le 12 juin, on signale des graffitis vengeurs à Lizarra (Navarre) sur les locaux du PSN, du PNV, de l'UGT. Ce même jour, un véhicule municipal a été brûlé à Gasteiz. Plus grave: au cours de la nuit de ce 12 juin, dans un garage de la place Gemika de Renteria, le feu a complètement détruit huit véhicules de la Telefonica et en a endommagé deux autres à proximité. Les pompiers, suffoqués par la fumée confinée dans le parking, ont mis plus d'une heure pour maîtriser le sinistre. Ce même jour, à Iruñea, des inconnus ont lancé des engins incendiaires contre le bureau où sont délivrés les cartes d'identité et les passeports espagnols.

Et le 17 juin, des encagoulés ont brûlé un autobus à Bilbao.

■ **Destinations: prisons.** Objet d'un mandat d'arrêt international, Andoni Aspiazu, originaire d'Azkoitia, a été arrêté le 12 juin à Cuernavaca (Etat de Morelos) par la police mexicaine. Il a été placé dans un vol en direction de Madrid, où il est arrivé le 13 à 5h du matin. Conduit devant un juge de l'Audiencia nacional, il a été incarcéré.

Les Français, à leur tour, ont procédé dans cette journée du 13 juin, à l'expulsion d'un autre Basque. Joseba Imanol Kortazar-Gotzon, arrêté en 2002, venait d'accomplir la totalité de sa peine de prison. En fin de journée, en application d'un MAE, il était accueilli à l'aéroport de Madrid par la police espagnole. En l'absence de juge, il a été amené à la prison de Soto Del Real qui l'a refusé, faute de mandat judiciaire de dépôt.

Après une nuit passée d'un commissariat à un autre, il était présenté au juge Garzón qui ordonnait son incarcération pour «appartenance à association de malfaiteurs (ETA)». Son avocate, Jone Goirizelaia, avait beau protester, arguant du fait que les Français l'ont déjà condamné pour ce délit. Le juge persistait, dans l'attente d'une copie certifiée du jugement rendu à Paris.

■ **Cruel retour en prison.** La jeune Senpentar, Saroia Galarraga a retrouvé la prison le 14 juin. Il s'agirait d'un reliquat de peine de deux ans ferme, dont elle n'aurait effectué que quatre mois, en prison préventive. Il se trouve cependant que Saroia a accompli deux ans de détention, de 2002 à 2004, dans une affaire où elle a été relaxée, puis soi-disant indemnisée... Quoi qu'il en soit, la gendarmerie locale l'a convoquée et conduite devant le Procureur de Bayonne. Elle a été incarcérée à Pau.

■ **Manif à Bayonne.** Le cas de Saroia a été évoqué à la manifestation prévue depuis longtemps à Bayonne le 16 juin «contre les lois d'exception, les tribunaux d'exception, pour la suppression de la 14^{ème} section antiterroriste du parquet de Paris». Askatasuna appelait à manifester à partir de la Salle Lauga, en soutien aux nombreux Basques prisonniers et avant la comparution en appel le 22 juin des deux avocats donostiar durement condamnés: quatre ans de prison pour Unai Errea, trois pour Itziar Larraz, pour documents prétendument transmis à des preso. Les quatre Basques détenus avaient, eux, été condamnés à cinq ans de prison, dont ils n'ont pas fait appel.

L'argent du Sud interdit

Le recours présenté par le PNB d'Iparalde auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, contestant l'interdiction de recevoir des financements venus d'Hegoalde, dits de l'étranger, par les juridictions françaises, a été rejeté. La Cour eu-

ropéenne estime que les décisions françaises ne violent pas la Convention européenne et que les financements de «l'étranger» sont interdits par la loi française comme nécessaire à la défense de la souveraineté nationale de la France.

Régionales mars 1998

Le résultat du 1^{er} tour des législatives du 10 juin 2007 est considéré comme bon pour les abertzale et les médias. Il est cependant utile de le comparer aux résultats des élections régionales de mars 1998 qui demeurent à ce jour le meilleur score abertzale réalisé en Iparalde lors d'un même scrutin. Rappelons que cette élection avait pour circonscription l'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques

En Iparalde	exprimés 104.519	
AB/EA	8,39%	8.779 voix
PNV	3,68%	3.848 voix
Total	12,07%	11.627 voix

Législatives Iparalde Juin 2007	exprimés 131.432	
EH bai	8,11%	10.663 voix

Vélot

cun sera amené à déployer pour défendre son point de vue ne sera pas de même nature en fonction de l'OGM dont on parle parce que les problèmes posés ne sont pas les mêmes. Cela est extrêmement important.

Le problème est que l'on ne maîtrise absolument rien en termes de conséquences environnementales et sanitaires de la modification génétique sur la plante, sur son interaction avec l'environnement. C'est une technique, non pas chirurgicale comme on essaie de nous le faire croire, mais totalement aléatoire qui entraîne des conséquences sanitaires et environnementales totalement imprévisibles.

L'utilité sociale, c'est-à-dire l'utilité des plantes OGM pour le bénéfice des citoyens, des agriculteurs etc., n'a pas été démontrée clairement ni admise par la société civile. Il n'y a donc aucune raison de faire courir des risques, de prendre les consommateurs pour des cobayes et la planète pour une paille de laboratoire. C'est ce que j'appelle le principe de précaution. Et en amont il devrait y avoir un principe d'utilité, un principe d'utilité sociale.

Pour les médicaments, on aura en amont fait des tests sur les animaux et, s'ils sont satisfaisants, des tests cliniques humains. Ensuite, après son autorisation de production et de consommation, il y aura un suivi strict.



Hizkuntza politika publikoari so

IPAR Euskal Herrian podere publikoek hizkuntza politika ofizialki onartu duten lehen urtea bizitzen ari gara eta balorazioa egiteko goizegi bada ere, gertakarien jarraipen hurbila egitea merezi du.

Euskararen Erakunde Publikoak (EEP) bere proiektu definitiboak aurkeztu zuen duela sei hilabete sorpresa handirik gabe. Hots, euskalgintzako herri mugimenduek egindako zuzenketa eta emendakin batzuk integratu bazituen ere, funtsezko puntuetan (euskarazko legezko ezagupena, helburu, lehentasun eta epe zehatzak) proiektua bere horretan gelditu zen. Halere, proiektuak mugak eta ahulguneak izanik ere, podere publikoek badute zer egin haren lan ildo guztiak bideratzeko eta hitzak ekintzak bilakatzeko, dudarik gabe, euskararen egoera hobetuko litzateke.

Bitartean, hizkuntzaren legezko ezagupenari doakionez, aintzinatezko parada gutti aurrikusten dira. Sarkozy, Frantziako presidente berria Konstituzioko 2garren artikulua aldatu eta hizkuntza guttiuen eurokarta berrestearen kontra agertu zen. Hizkuntz lege bat egiteko promesa lainotsua egin zuen, Lamassourek xuxurlaturik dohaie, baina azken urteetako esperientziak lekuko, aurrerapenak tratatzeko oztopo juridikoa Konstituzioa denez beti, seguruena da hitz emandakoa ez betetzea. Alta euskararen legezko ezagupena lparaldeko politikari guztien ahotan izan da legebiltzarreko hauteskunde kanpainen zehar, gaiak lortu duen zentralitatea baieztatuz. Kontradikzio honek EEP-ko arduradunak bete bete harrapatuko du, hizkuntza politika publikoa bat lege babesik gabe eramaitea ariketa zaila izanen baita.

Jakes Bortayrou

Urteko lehen hilabete hauetan EEP-k lparaldeko Herri Elkargoekin elkarlanean sortu nahi duen hizkuntza teknikarien sarea osatzen ari izan da. Sare hori tresna garrantzitsua da lurralde osoan politikaren koherentzia segurtatzeko. Haatik hor-

«...euskararen legezko ezagupena lparaldeko politikari guztien ahotan izan da (...)gaiak lortu duen zentralitatea baieztatuz»

ren kudeaketa zaila bezain arriskutsua bilaka daiteke. Herri Elkargo desberdinetako barne tirabira politikoez gain, EEP-k eta Elkargo bakoitzak adostu beharko dituzte erdizka ordaintzen duten teknikariaren lana eta lehentasunak. EEP-k lana erraxago luke lparaldeko instituzio bateko hizkuntza zerbitzua izanen balitz. Baina ez da hala, autoritatea mugatua du eta pentsa daiteke hauteskunde zikloa amaitu ondoren (2008ko herri eta kantonamenduetakoak bereziki), gora behera frango ikusiko ditugula.

Hala ere azken hilabeteetako gertakari kezagarriena irakaskuntza alorrean izan da. Alabainan, joan den apirilean manifestaldian salatu duten bezala, hiru eskola sareak (ikastolak, publiko eta pribatu elebidunak) kaltetuak gelditu dira, heldu den sartzeko postuen banaketarekin. EEP-ko partaide

izanik ere, frantses Hezkunde nazionalak ez du batera laguntzen haren egitasmoa. Geroztik EEP-ko presidentek Herri Urratsen edo Ikas Bi-ko festan formula borobilak eta esaldi potoloak erabiliz, ahaleginak egin ditu gurasoen haserrea indargabetzeko. Baina heldu den sartzean munizio gehiago beharko ditu, hizkuntza politika publikoak bere sinesgarritasuna jokatzeko duen ateka honetatik ateratzeko. Hiztun osoak sortzea helburua duen politika proiektu horrek euskararen eta euskarazko irakaskuntzaren garapenari leku zentrala aitortzen dio. Gurasoek nahi dute, herrietako hautesleak prest dira, iritzi publikoa alde da. Estatuak ez badu segitzen kontradikzio larria izanen da EEP osatzen duten beste partaideentzat.

Bestalde izenpetu zuten hitzarmena jarraikiz, EEP-k eta Eusko Jaurilaritzak 1,45 milioiko diru laguntzak banatzeko lehengo deialdia amankomuna luzatu zuten urte hasieran eta berrikitan onartu eta baztertu proiektuen zerrenda plazaratu dute bi Erakundeek. E-mailzak galderak eta zalantzak pizten ditu ez baitira lehentasun argirik ageri. Idu-iriz aurretik atalka kopuru zehatzik ez ziren finantzuak. Alta politika publiko bati norabide eta irizpide zehatz batzuen araberrako diru banatzeak soilik eman liezaioke bere koherentzia eta ez aurkeztutako egitasmo guztien arteko hautaketa simpleak.

Euskalgintzako herri mugimenduek ikasi beharko dute eragile publiko baten sortzeak aldatu duen egoera berri honetan beren jardura kokatzen eta dinamika autonomoa bultzatzearekin batera, akuitu funtzioa betetzen. Aliatuak eta aurkariak ongi bereiziz erne egon beharko dira, euskararen onerako behar bezala eragiten segitzeko.

Le vote corse progresse

LES nationalistes corses, à l'exception de Paul Quastana, ont présenté le 10 juin sous l'intitulé «*Unione per una soluzione politica*», des candidatures unitaires dans les quatre circonscriptions de l'île. Cette dynamique leur a permis de recueillir leur meilleur score aux législatives depuis leur première participation, en obtenant 14.082 voix soit 11,53%.

Ils obtenaient 6.352 voix (6,16%) en 1997 et 8.387 voix (7,16%) en 2002.

L'anti-Corse Emile Zuccarelli, maire RDG de Bastia, a été battu au second tour.

Circonscription:		
Ajacciu	2.754 voix	10,51%
Portivechju	4.185 voix	14,54%
Bastia	1.826 voix	6,29%
Centru	5.316 voix	13,48%
Total	14.081 voix	11,53%

La Sécu fermera-t-elle à Bayonne ?

LE conseil d'administration de la CNAF (caisse nationale des allocations familiales) du 12 juin 2007 par 14 voix pour (3 CFDT - 2 CFTC - 2 CFE-CGC - 4 personnes qualifiées - 3 UPA) et 6 voix contre (3 CGT - 3 CGT-FO) a donné un avis majoritairement favorable à la départementalisation. C'est-à-dire une CAF par département à l'horizon 2011, donc demain. Sur le département, les deux

organismes Bayonne et Pau sont d'importance égale. En 1995 seule la CAF de Bayonne était entrée en lutte, les salariés de Pau se pensant à l'abri. En 1995 le plan Juppé avait été enterré par les grèves et les manifestations et ainsi la caisse de Bayonne sauvée. Espérons que cette fois directions, conseils d'administration et personnels seront unis pour faire front.

Sommaire

- Cahier n°1 Enbata
- Alliances nécessaires sur fond de rupture de trêve 4 et 9
- Les OGM sur toutes leurs facettes 10 et 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

Attentats à Hasparren : un pas franchi

LES tentatives d'attentat d'Hasparren qui auraient pu apparaître au départ comme une forme de «*karrika borroka*», version lparalde, se sont finalement révélées être d'une extrême gravité.

Au petit matin du dimanche 17 juin, un appel parvient au CODIS de Pau qui, du fait de la centralisation départementale, regroupe les services des secours d'urgence. Il est fait état de trois engins explosifs à Hasparren destinés à trois cibles. Les Palois notent tant bien que mal, s'agissant dans un cas au moins d'un mot basque. La gendarmerie découvre assez rapidement le premier système, à essence, qui a endommagé l'entrée de l'agence immobilière Square Habitat. Mais elle ne trouve pas les deux autres sites signalés, dont une agence, du réseau Era, et une maison d'habitation.

A force de tâtonner, les gendarmes finissent, en début de nuit, par retrouver un engin non activé, à 100 m de cette agence! près du domicile d'un commerçant local, effaré par le danger encouru. Le troisième est localisé à l'intérieur même d'une maison! Elle aurait été désignée par les interlocuteurs du CODIS sous son nom: «*Hait-*

zen Xirula». C'est par déduction que les enquêteurs l'ont découverte, mais sans rien d'anormal, vu de l'extérieur. Des inconnus avaient forcé une porte latérale, placé une bonbonne d'essence de 25 litres et ouvert le gaz. Le système, s'il avait fonctionné, aurait détruit la maison, fort heureusement vide d'occupants. Le gaz aurait cependant provoqué un souffle, tel que l'essence a été projetée un peu partout.

Cette maison appartient au maire de la cité, Jacky Coumet. Située au quartier Minotz, dans le style labourdin, elle a été construite il y a quelques années. Le propriétaire comptait s'y retirer un jour. Il a déclaré à la presse que le député Jean Lassalle, dont il est le suppléant, devait y passer la nuit, après la dernière réunion électorale tenue à Hasparren.

Jacky Coumet a été très affecté par cette manifestation de violence qui le visait directement. Il a rappelé des menaces de mort reçues il y a trente ans et le fait qu'il aurait figuré sur «*la liste noire*» d'Iparretarrak.

Aucune revendication n'a été relevée sur les différents lieux concernés. La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'affaire.

Notre couverture: Les députés du Pays Basque réélus: en haut, Jean Lassalle, en bas à gauche, Michèle Alliot-Marie, à droite, Jean Grenet.